



Stratégie

Parcoursup refonde les bases de l'université

Le système APB est mort, vive le nouveau portail d'inscription aux études supérieures ! Objectif du gouvernement : en finir avec le tirage au sort et l'échec massif en licence.

Après quelques semaines d'une concertation menée au pas de course, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Frédérique Vidal a annoncé le 30 octobre la mise à mort d'APB, auquel a succédé Parcoursup. Le portail d'inscription aux études supérieures avait laissé l'été dernier des milliers de bacheliers sans affectation alors que d'autres étaient tirés au sort de façon absurde. « Nous sommes prêts à relever le défi », avait réagi, enthousiaste, Gilles Roussel, le président de la Conférence des présidents d'université (CPU). Trois mois plus tard, le stress règne. « La loi ne sera même pas votée avant mars ! », s'insurge le député LR et ancien recteur Patrick Hetzel. A ce moment-là, les lycéens auront déjà fait leurs vœux pour la rentrée 2018. Les universités n'ont donc pas le choix : elles doivent se préparer à marche forcée.

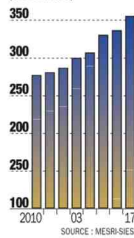


La Sorbonne. Avec Parcoursup, les facs vont devoir fournir capacité d'accueil, taux de réussite et d'insertion.

D'abord, il faut paramétrer la nouvelle plateforme : donner pour chaque formation un maximum d'informations aux lycéens afin d'éclairer leur choix. Pas si simple. Outre les « attendus » destinés à faire comprendre à un bachelier littéraire qu'une licence de maths n'est pas faite pour lui, les universités doivent fournir leur capacité d'accueil, leur taux de réussite et d'in-

UN PROBLÈME CROISSANT

► Nouveaux entrants à l'université (en milliers)



Incapable de gérer les inscriptions supplémentaires l'été dernier, APB avait laissé des milliers d'étudiants sans affectation.

sertion professionnelle. Olivier Vial, du syndicat étudiants UNI, pointe les limites de l'exercice alors que dans une même filière les chiffres varient grandement selon la spécialisation. Or, Parcoursup a ouvert le 22 janvier ! A Cergy, le vice-président chargé de la formation, Patrick Courrilleau, est prêt. Il propose même des tests en ligne : « Ce sont des modules d'autoévaluation. » En droit, il s'agit d'une énigme de logique. En langues, un QCM. Mais d'autres établissements peinent. Frédéric Dardel, le président de Paris Descartes, qui propose les quatre filières préférées des élèves (droit, psycho, médecine et Staps) éclate de rire : « J'ai dit à la ministre qu'on ne sera pas dans les temps ! »

Sélection déguisée

Et ce n'est que la première étape. Dès la fin mars, une fois les vœux des lycéens exprimés, les facs devront gérer un déferlement de candidatures. Dans les domaines tendus, les professeurs auront jusqu'à 20 000 dossiers à traiter pour 1 000 places... Il faudra les classer, selon une méthode transparente, car opposable, en vue du « recrutement » des étudiants. L'exécutif s'échine à répéter qu'il n'y a pas de sélection. Mais dans ces licences en tension, il faudra bien choisir. Avant, avec APB, c'était le sort qui en décidait. Maintenant, avec Parcoursup, ce sont les équipes pédagogiques. Selon quels critères ? Pardon, quels « éléments d'évaluation des attendus » ? Certains évoquent les notes de première et terminale. D'autres s'en tiendront aux avis des conseils de classe. La motivation des élèves comptera aussi. La plupart tâtonnent

La filière Staps s'organise

C'est la filière sous tension d'entre toutes : les Staps, pour sciences et techniques des activités physiques et sportives. En dix ans, le nombre d'inscrits est passé de 8 500 à 17 500. Sans compter les milliers de candidats non retenus, car non tirés au sort par feu la plateforme APB. Les choses iront-elles mieux avec Parcoursup ? En tout cas, la filière s'organise. La Conférence

des directeurs et doyens de Staps s'est réunie la semaine du 8 janvier à Strasbourg. Son président, Didier Delignières, raconte : « Nous avons tous les mêmes attendus, quasiment à la virgule près. » Les compétences sportives et l'engagement associatif du candidat seront pris en compte. En revanche, ils n'imaginent pas de parcours de remise à niveau : « Ce que nous proposons, c'est la première

année en deux ans. » Et, pour l'heure, ils ne prévoient pas d'augmenter les capacités. Didier Delignières reconnaît pourtant le besoin urgent : « Il manque 4 500 places au niveau national. » Mais les Staps n'ouvriront de places qu'à mesure des moyens débloqués par le ministère. Les lycées professionnels sont appelés à contribuer à l'effort et diversifier l'offre de formations aux métiers du sport. ■



N. Tavernier/Rea

et misent surtout sur « l'outil d'aide à la décision » que Parcoursup doit leur fournir. Un algorithme ! Olivier Vial le craint : « On va voir revenir le tirage au sort, mais au niveau des établissements, donc dans une plus grande discrétion. »

Allocation renforcée

Car, aujourd'hui, ils n'ont pas les moyens de faire dans le détail. Selon le Snesup, à raison de six minutes consacrées par dossier, le « recrutement », concentré en avril et mai, nécessitera l'intervention de 3000 personnes ! A Sorbonne Université, la responsable de la formation et prof d'anglais, Marie-Céline Daniel, soupire : « On a l'habitude du travail gratuit » Tout le monde ne le prend pas aussi bien. Une quinzaine d'UFR (Paris 1, Lille 3 ou Rennes 2) a voté une motion pour refuser d'appliquer la réforme : l'allocation annoncée de 20 millions d'euros est insuffisante. « C'est sur les trois mois de la rentrée. En année pleine, cela fait 80 millions », se défend le cabinet de la ministre. Et d'insister : « Outre cette enve-

Frédérique Vidal et Jean-Michel Blanquer, au Salon Postbac, à La Villette, le 12 janvier. La ministre de l'Enseignement supérieur et son homologue à l'Éducation nationale imposent un rythme effréné mais peu de moyens aux facs pour passer d'APB à Parcoursup.

loppe, nous augmentons le budget de 700 millions. » Mais les récalcitrants craignent qu'une bonne part de cet argent serve à combler le déficit d'universités en difficulté, au nombre de quinze d'après la Cour des comptes.

Réorientation encouragée

D'autant que les établissements doivent encore lancer un dernier chantier : les parcours de remédiation pour les lycéens motivés mais aux compétences académiques fragiles. Les facs pourront les inscrire à condition qu'ils suivent un cursus renforcé : le fameux « oui si » de Parcoursup. Patrick Courilleau détaille les trois formules possibles : « Du plus léger au plus "lourd" : une heure de soutien hebdomadaire, une année sur deux ans, ou une année de remise à niveau. » A Cergy, ce sont près de 600 élèves qui pourraient être accueillis en « oui si ». Mieux suivis, ils ne devraient pas s'évaporer dès la Toussaint. Mais son président François Germinet prévient : « C'est ce nombre qui fera office d'augmentation de nos

capacités. » A Paris Descartes, le parcours Paréo, inventé il y a trois ans pour les « décrocheurs », accueille aujourd'hui 70 élèves en orientation. Ce sera la voie dédiée à ces « oui si ». L'université espère monter à 250 à la rentrée prochaine, soit 10% des nouveaux inscrits. Mais la responsable du programme, Marion Petipré, insiste : « Cela dépendra du budget. » Tous en conviennent : ces cursus ne résoudront pas le problème des élèves mal préparés aux amphithéâtres. Ces bacheliers pro et techno, toujours plus nombreux (360 000 en 2017). Certes, dans les filières hors tension, les universités seront toujours obligées de les accueillir. Mais l'idée de la réforme est bel et bien de leur éviter les bancs de la fac, où ils n'ont que peu de chance de réussir. Pour eux, c'est dans le bureau du recteur que cela se jouera. Charge à lui de « tordre le bras » aux filières courtes, comme les IUT. Les universités, avec des étudiants mieux orientés, n'auront plus d'excuse pour justifier leur échec.

Alice Mérieux